

### Note du traducteur

Le mot anglais *riot* dérive du vieux français *riote*, *riotte*, qu'on peut encore rencontrer comme régionalisme dans l'Ouest de la France, signifiant « petite querelle, petite dispute » ; son utilisation est attestée dès la fin du <sup>xiii</sup>e siècle, au sens d'« action déraisonnable, folie ». Le mot français émeute a quant à lui pour origine *esmote* « mouvement, explosion, éclatement (d'une guerre) », et attesté lui aussi à la même période ; il partage l'étymologie d'émotion et d'émoi. Les deux termes désignent donc, à partir de souches latines distinctes, un certain type d'agitation — de *transport*, pour mentionner un troisième mot dont l'usage a changé. Nous essayons dans ce qui suit de faire apparaître les liens marqués entre les deux par l'auteur.

Il existe dans le texte de départ une unité sémantique dans la désignation du « surplus » : toute forme d'excédent, depuis la valeur (*surplus-value*) jusqu'aux populations et rébellions (*surplus populations, rebellions*). Nous avons choisi de rapporter le plus souvent cette notion par le terme de surnuméraire, parfois d'excédentaire, plus rarement celui de surplus. Nous faisons confiance aux lectrices et aux lecteurs pour renouer les fils tissés entre les différentes occurrences de « l'en-trop ».

Les termes en italiques peuvent avoir été en français dans le texte, mais pas uniquement. Les ajouts entre crochets sont effectivement des ajouts au texte original.

### PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

Au matin du 10 juin 1968, quatre étudiants de l'Institut des hautes études cinématographiques, l'IDHEC, se mettent en route depuis Paris, vers le nord, en direction de la Seine-Saint-Denis. Le *neuf-trois* comprend quarante communes. L'une d'entre elles, Clichy-sous-Bois, sera le point de départ d'émeutes qui se répandront dans tout le pays et plus de trente-sept ans plus tard, bondissant d'une banlieue à l'autre à la lumière des voitures en flammes, se propageant plus aisément aux quartiers pauvres autour de Lille et de Toulouse qu'au centre luisant de Paris. C'est sans aucun doute suite à cette transmission discontinue que le Comité invisible avancera, deux ans plus tard, dans *L'Insurrection qui vient*, qu'« un mouvement révolutionnaire ne se répand pas par la contamination, mais par résonance ». Un poète pourrait dire, *les émeutes ne se répandent pas par métonymie, mais par métaphore*. Il s'agit là d'une affirmation à tous égards ambitieuse et éloquente, et qui laisse la question ouverte : qu'est-ce qui, au juste, résonne à partir de Saint-Denis de sorte qu'un millier de banlieues résonnent en retour ? Le neuf-trois est aussi le berceau d'une des traditions hip-hop les plus vivaces d'Europe, un élément dont on a parfois usé pour expliquer les émeutes de 2005. Plus généralement, on a désigné comme responsables les immigrés et autres *racailles*, un mot soigneusement choisi par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Plus d'un mois après le début des émeutes, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures qui étaient appelées à devenir la loi relative à l'immigration et l'intégration, destinée à limiter et à réorienter les flux migratoires en faveur des travailleurs hautement qualifiés qui intégreraient plus gracieusement l'économie formelle et donc la société (si tant est qu'une telle distinction soit valide). Plus d'aspirants à l'entrée dans les classes moyennes, moins de racaille. C'était l'idée.

Mais nous nous laissons emporter. Revenons à 1968 et à la possibilité de tirer quelque enseignement d'une usine vieillissante. Le 16 mai, les étudiants de l'IDHEC ont rejoint la grève générale. Quatre jours plus tard, ils ont décidé collectivement de contribuer à la réalisation de films consignant les « mouvements ouvriers et étudiants », ainsi que les négociations relatives à la guerre du Vietnam qui se tenaient alors à Paris. Le film du 10 juin sera leur troisième et dernier. Dans l'intervalle, les accords de Grenelle auront été annoncés, mais non ratifiés. Les grèves se poursuivaient, de façon disparate, contre la volonté de la CGT ; les étudiants tenaient toujours la Sorbonne. Le 29 mai, deux jours après les accords, de Gaulle leva le camp pour l'aéroport militaire de Baden-Baden, où il retrouva son chef d'état-major, le général Jacques Massu, parachutiste estimé, bourreau et ex-préfet d'Alger.

Les mythes et les rumeurs abondent à propos de cette rencontre. Certains disent que de Gaulle souhaitait simplement disparaître pour un moment. Massu affirma que le président de la V<sup>e</sup> République évoqua une possible démission, mais que le général lui remit le pied à l'étrier. Selon certaines versions, de Gaulle accorda l'amnistie à ceux des patriotes qui avaient fomenté un coup d'État contre le gouvernement français depuis leurs garnisons d'Afrique du Nord, en réaction à sa volonté d'abandonner l'Algérie. En retour, il reçut l'assurance que les militaires le soutiendraient si la France devait se lancer dans une guerre civile ouverte.

C'est un moment opaque. Certains repères apparaissent néanmoins clairement. Au cours du mois de mai la République s'enfonçait dans une crise totale et réelle. Deux armées lui font face. L'une est constituée des ouvriers. Leurs armes : l'arrêt de travail et l'occupation d'usine, les tactiques décisives des « luttes sur la production », dont disposent ceux sur qui reposent cette production, ceux pour qui le salaire formel est l'élément déterminant de la capacité à se reproduire. À l'apogée du mouvement, il y a lieu de croire que neuf millions de travailleurs sont en grève, près de la moitié de la force de travail nationale. L'autre armée est assimilée aux étudiants, une identification à la fois commune et incomplète. Ils parlent souvent le langage de la « grève ». C'est compréhensible si l'on entend par ce mot le refus de participer à la reproduction sans heurts de

l'État et du capital. Le terme passe pourtant à côté d'un ensemble de distinctions qui s'avéreront de plus en plus critiques dans les années à venir. Dans l'arsenal de la seconde armée, on dénombre l'occupation, la barricade, ainsi que l'émeute, plus spectaculaire et plus connue, avec ses pavés décrivant des paraboles au-dessus des nuages de gaz lacrymogène : les arcanes des tactiques de ce qui est défini dans ce livre comme « luttes sur la circulation ». Ce sont les armes de ceux dont la reproduction n'est pas déterminée par le salaire formel, qui manquent largement d'accès aux rouages de la production, mais qui dépendent toujours du marché — ceux dont les vies se déroulent dans la sphère tapageuse de la circulation.

Donc voilà, grève et émeute. Elles ne font pas forcément bon ménage. De fait, les meneurs du côté de la grève en 1968 décrètent que les travailleurs ne doivent pas se mêler aux étudiants, au côté de l'émeute. Quand les occupants de la Sorbonne se rendent à l'usine Renault-Billancourt, sans nul doute le moment le plus risqué, le PCF dénonce immédiatement « tout mot d'ordre d'aventure » et la CGT bloque les entrées pour prévenir toute fraternisation. Comme l'écrivait le Conseil pour le maintien des occupations, « les ouvriers ont contre eux une bureaucratie infiniment plus solide que celle des amateurs étudiants ou gauchistes ». Ce conflit parmi les plus hautes strates organisationnelles constitue un bon exemple de la trajectoire historique à travers laquelle sont mises en opposition ces deux formes distinctes de lutte, au sein de ce que Charles Tilly nomme le « répertoire de l'action collective », et par laquelle cette même opposition prend la valeur d'une évidence. Une idéologie. Cette opposition idéologique figée, dans ses caractéristiques les plus étendues, a dépassé la simple préférence pour une forme plutôt qu'une autre — en soi un bien étrange développement, puisqu'il est évident que les gens en lutte contre la paupérisation, la dépossession, pour leur survie et celle de leurs communautés dérivent leurs moyens d'action des potentialités matérielles les plus élémentaires de leur existence et non de quelque préférence idéale. Le débat sur les tactiques a pourtant en général évacué la rivalité entre grève et émeute, soulignant en préambule à tout affrontement qu'une des deux formes compte politiquement et l'autre non (sinon, incidemment, selon la vague notion que tout compte

politiquement). Indubitablement, les deux siècles qui viennent de s'écouler ont été bien en peine d'admettre l'émeute comme une des formes de la lutte de classe ou, pour le dire plus précisément, se sont efforcés de l'occulter. Mais c'est ainsi. On a là une forme qui préexiste à la grève, mais non à la classe sociale : une forme à partir de laquelle, en vérité, la grève émerge et vers laquelle elle finit par refluer. Elles constituent deux parties d'un même mouvement dialectique, ne disparaissant jamais totalement une fois apparues, chacune prenant son essor puis dépérissant face à l'autre.

Il s'agit là d'un des arguments essentiels de ce livre : l'émeute est une forme spécifique de lutte de classe qui apparaît dans un monde où la dépendance vis-à-vis du marché se généralise avant le travail salarié, est transmise à ceux qui sont échoués dans la sphère de la circulation alors que certaines parties du monde connaissent une évolution historique vers la production industrielle, demeure avec ceux qui n'ont jamais été absorbés par cette production, est redécouverte par ceux qui sont *remis en circulation*, disons, quand la production décline. Cela ne veut pas dire que les luttes pour la survie, sur le marché, fournissent le contenu manifeste de toute émeute (même si parfois cette version de la « fixation des prix » se trouve au cœur de la question, en particulier au cours de l'ère des émeutes frumentaires). Cela signifie que le saut vers l'émeute dépend de la position de départ de ses participants. *Prolétaires*, mais pas *ouvriers*. Du moins pas selon l'image cruelle et sentimentale d'une classe ouvrière nationale, telle qu'elle a été élaborée en Occident. Que cette longue, inégale et violente segmentation des populations ait été menée systématiquement en fonction de la race, l'ethnicité et le genre — et qu'elle ait contribué à son tour à imposer de telles catégories — a d'autant plus masqué la logique politico-économique de l'émeute. L'émeute est la lutte de classe des exclus, qui à notre époque s'avèrent de plus en plus être des prolétaires non-blancs.

L'autre argument essentiel est le pendant de ce qu'on affirme ici sur la lutte des classes. Il est déjà implicite dans ce qui précède, et concerne l'histoire du capitalisme dans son ensemble, ainsi que les modes d'existence et d'appartenance de classe qu'il a produit. L'histoire de l'émeute est celle de l'accumulation de capital, ponctuée de crises. En considérant le déclin et l'essor historiques de

l'émeute dans l'Occident qui connut la première industrialisation, on peut en déduire une histoire schématique et très éloquente de tout le capitalisme. Ce modèle, comme tous les modèles, ne correspond pas à toutes les spécificités infinies de la vie. Et pourtant, il s'agit d'un modèle doté de certaines possibilités de description — et, ce qui est au moins aussi important, un modèle doué de facultés de prédiction. Le capital est un rapport social, souligne Marx. Cette violente abstraction recouvre un ensemble vaste et varié de rapports concrets qui se déploient de façon heurtée, échappent à toute modélisation et se limitent rarement au couple paradigmatique patron/ouvrier. Dans ce cloaque, le mouvement suivant se laisse cependant deviner : le capital commence par pousser de plus en plus de gens dans le salariat formel, ce que Marx appelle la « subsomption formelle ». En même temps, il est sans cesse contraint d'améliorer ses puissances productives en remplaçant le travail humain par des machines, ce que Marx nomme « subsomption réelle », et en expulsant inévitablement des gens du salariat. Ces deux choses peuvent-elles être simultanément vraies ?

Oui, pour un temps donné. Si la réduction du coût de production d'une marchandise permet à une entreprise d'élargir son marché, elle embauchera même, avec davantage de machines, plus d'employés ; même lorsque le ratio machines/humains augmente, l'emploi global peut augmenter. À un moment ou un autre, le marché arrive cependant à saturation et l'entreprise cherche à réaliser ses profits non plus au moyen de l'expansion, mais par la simple réduction des coûts. L'embauche se stabilise, puis commence à décliner. C'est le moment qu'on nomme « désindustrialisation ». Il ne marque pas la fin de la production industrielle, mais indique le seuil à partir duquel l'industrie ne peut plus jouer le rôle de moteur de l'intégration du travail et du capital. Le secteur des services, le tertiaire, croît inéluctablement — mais pas suffisamment. Le grand changement, par lequel l'industrie avait autrefois absorbé tout le travail expulsé par les transformations extraordinaires de la production agricole, ne saurait se répéter. Ceux qui ne peuvent être intégrés au secteur des services retournent à l'économie informelle, trouvant des façons de s'emparer d'une fraction du salaire de quelqu'un d'autre, sous peine de crever de faim. Ici l'écart entre

prolétariat et classe ouvrière, deux catégories si rapprochées depuis deux siècles qu'on a commencé à les confondre, commence à se creuser à nouveau. Et l'émeute, qui a abandonné la place de choix qu'elle occupait dans le répertoire d'action collective mais qui, à n'en pas douter, ne l'a jamais quitté, se réaffirme.

À un certain moment, l'ouvrage arrive à la ville de Détroit en 1967, s'interrogeant sur un passage crucial au cours duquel les luttes sur la production et la circulation entrent en conjonction, ou croisent leurs chemins. Pour un instant, elles sont réunies. Cela ne durera pas. Une forme prend son essor dans le vieux capital automobile pendant que l'autre dépérit, illustrant la trajectoire d'ensemble qui est l'objet de notre étude. Bien qu'elles connaissent un sort différent, ce moment de confluence est révolutionnaire. C'est cette confluence, et son délitement au cours des années suivantes, qui nous permet de décrire les formes du combat politique actuel et le cours du capital.

On peut dire la même chose de Paris en 1968, quand l'émeute et la grève se retrouvent brièvement unies, un éclat de lumière qui a perdu de son lustre uniquement parce que nous l'avons admiré trop longtemps. La situation à Paris est bien entendu différente. Ici, nul Black Panther Party de Détroit, pas de Dodge Revolutionary Union Movement, ou de journal *Inner City Voice*. On pourrait chercher les points communs avec les comités d'action, les éléments les plus radicaux de la CFDT, *De la misère en milieu étudiant*. Il serait erroné d'exagérer les similitudes, en particulier parce que la Rébellion de Détroit, paradigmatique de la nouvelle ère des émeutes, s'est articulée autour de la race — et aux États-Unis, spécifiquement, autour de l'héritage sanglant de l'esclavage. Il serait tout autant erroné d'ignorer l'imbrication entre domination raciale et paupérisation organisée suivant l'accès à la force de travail, une imbrication qui fonctionne à un niveau mondial, depuis Détroit jusqu'à Clichy-sous-Bois, de Tottenham à Göteborg — un processus déterminant qui peut, et qui ne peut pas, faire grève. Qui, au moment de la crise, se retrouvera en travers de la chaîne d'assemblage, clé à molette en main, et qui se retrouvera à arracher une grille d'arbre en fonte pour improviser un bouclier. Ce sont les deux armées. Face à leur double apparition en Mai, de Gaulle mobilise tout ce dont il dispose.

Et finalement, il fait appel à celui qui au cours de quarante ans de carrière militaire a manifesté, parmi ses nombreux talents, une disposition particulière pour imposer violemment l'ordre colonial.

Ce sont de grands événements, des événements dramatiques. Le film lui-même se joue à une plus petite échelle. Il dure dix minutes, avec seulement une ou deux coupes au montage. Il a un titre tout droit sorti d'un conte de fées, *La Reprise du travail aux usines Wonder*. Il renvoie aux origines du cinéma, *La Sortie des usines Lumière* de 1895 et à son futur avec le film *Workers Leaving the Googleplex* de 2011. On a là un long siècle. Il faut reconnaître que la question des ouvriers entrant et quittant les usines, *le problème du prolétariat*, est une des thématiques fondamentales du cinéma. Il ne peut s'empêcher de capturer ces instants de l'épopée générale du travail, le cycle sans fin de catabase et d'anabase qui s'empare des désemparés. Ils sont toujours allant ou venant selon les grands flux et reflux de la journée de travail, de la semaine de travail, du marché du travail lui-même dans lequel les prolétaires entrent et sortent en permanence, absorbés ou éjectés selon les besoins de la production et les exigences du profit. Dans les films originaux des frères Lumière, on dénombre beaucoup de femmes parmi les ouvriers; dans cette version ultérieure, l'accent est aussi mis sur le travail féminin. La narration commence ainsi: « Dans la matinée du 10 juin 1968, après trois semaines de grève et d'occupation d'usine, les ouvriers de Wonder, à Saint-Ouen, réunis par leur patron, ont voté la reprise du travail, par cinq cent soixante voix contre deux cent soixante. » Puis l'action principale est introduite: « Le jour même, à 13 h 30... »

L'action est la suivante: une femme ne veut pas reprendre le travail. Elle ne veut pas se plier au vote. Les délégués CGT expliquent, apaisent, de tout leur sang-froid bureaucratique; de temps à autre, un établi maoïste observe. Ses camarades ont voté, lui dit-on. On s'adresse à elle comme à une enfant. C'était équitable. Il y aura une augmentation. Il n'y aura pas de repréailles contre les travailleurs, contre elle; le syndicat y veillera. Elle reste inébranlable. Ou plutôt, elle est passionnément ébranlée, dans la direction opposée. « Passion » est un mot qui convient ici. Elle est agitée, vindicative. Le mouvement paraîtra familier à beaucoup, en particulier son aspect genré. Les hommes sont des figures de pur

raisonnement paternaliste. Ils débitent les réfutations qu'ils ont été formés à avancer précisément à de tels moments de danger. Ils lui posent la main sur l'épaule en guise de consolation. Elle baisse le regard, croise les bras, recule, fait tout ce qu'il faut pour garder assez d'espace afin de rassembler ses pensées. C'est comme si à chaque fois elle repoussait un sort. Pas une fois ils ne se préoccupent de ce qu'elle pense. Elle se met à nouveau à parler. C'est atroce et hypnotique à regarder. La femme ne cesse de dire *NON*, de crier *NON*. Elle ne veut pas troquer la négation absolue pour quelques jours de congé supplémentaires. N'importe quel autre destin, plutôt que d'être à nouveau absorbée dans l'usine: « Non, je rentrerai pas, non je rentrerai pas là-dedans. Ça je mettrai plus les pieds dans cette taule. » Mais elle va le faire, elle le sait. Ce savoir-là est douloureux. Nous savons que les histoires qui se terminent par une reprise du travail ne sont pas des triomphes, mais des tragédies.

Kristin Ross pense que la femme est aussi une allégorie du moment historique lui-même:

Mais la présence fantomatique de cette femme incarnant le refus, et momentanément placée au centre de notre attention, suppose une sorte de condamnation historique dans laquelle 68 devient lui aussi fantomatique et fuyant, partie intégrante de l'habituel caractère insaisissable du passé récent dans l'esprit même de ceux qui l'ont vécu<sup>1</sup>.

Présente brièvement mais absolument, la femme disparaît ensuite. Plusieurs décennies passent; pour les besoins du documentaire intitulé *La Reprise*, une équipe part à la recherche des réalisateurs des images de 1968 et de tous ceux qui figurent à l'écran, mis à part notre héroïne épique: elle demeure « La femme qui dit non ». Nous ne savons pas grand-chose à son propos. Elle travaille probablement à la section la plus dégueulasse de la chaîne. Si elle a des amies parmi ses collègues, on ne les voit pas. Elle est coiffée à la façon d'Anna Karina, chose courante à l'époque — Karina telle qu'on avait pu récemment la voir dans *Lo Straniero*. Il s'agit de la

<sup>1</sup> K. Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures* (2002), Paris, Complexe, 2005, p. 150.

version de *L'Étranger* par Luciano Visconti, l'histoire du meurtre d'un arabe dans l'Algérie alors française, qui avait été portée à l'écran en 1967. Le film fut projeté à Paris peu de temps auparavant. *La Bataille d'Alger* était son double caché, une absence perceptible à Paris, réalisé en 1966 et immédiatement interdit pour cinq ans en France. Pourquoi cette question de l'Algérie, de la colonie, revient-elle sans cesse? Et qu'a-t-elle à voir avec la brèche qui s'ouvre dans les luttes ouvrières d'une banlieue nord de Paris, six ans après les accords d'Évian qui ont officialisé l'indépendance algérienne?

Évidemment, tout. La femme qui dit non vit dans cette même ville où Guy Debord inscrivit sur un mur NE TRAVAILLEZ JAMAIS en 1953. Avec le temps, le refus du travail apparaît pourtant de moins en moins comme une chimère d'ultragauche et de plus en plus comme un simple constat de la situation du travail. L'expansion gargantuesque du capital, longue de deux siècles, sa capacité à incorporer chaque intrant de travail, poussé dans son giron par la dépossession et la promesse d'une machine à laver ou peut-être d'une Renault, est en perte de vitesse. La lutte pour le plein emploi, pour le contrôle ouvrier de la production, pour l'ensemble des mesures et des programmes qui accompagnent le projet socialiste tel qu'il a commencé dans les années 1870, connaît aussi un reflux — non pas tant du fait de quelque échec politique qu'à cause des transformations réelles du rapport de classe qui vont de pair avec la baisse des profits, la désindustrialisation, l'automation, la financiarisation, la contrerévolution logistique. Le travail, jusqu'alors organisé, va lutter non pour défaire le capital de l'intérieur, mais pour le préserver en tant que problème permanent — pas à chaque fois, mais avec une régularité tellement croissante qu'elle prend l'aspect d'un rapport de classe revu et corrigé. Au cours de cette après-midi de juin, le « capitalisme absorbant » a déjà entamé sa descente vers sa fin, une fin ponctuée par le crépuscule des Trente Glorieuses, la longue crise mondiale qui commence vraiment en 1973, l'essoufflement du moteur américain.

Pour certains, toutefois, ce processus n'a jamais débuté. C'est la chose qu'on nous demande toujours d'oublier. Dans les anciennes et actuelles colonies, une économie politique différente perdure. Ceux dont les existences ont été déracinées par l'établissement et

l'accaparement colonial ont bien moins de chances de trouver leur place dans l'économie urbaine que les paysans français de 1900. Fanon évoque la vision dantesque de ceux qui, délogés de leurs fermes familiales, sont condamnés à tourner en rond autour des villes, à la recherche d'une voie d'entrée. Ils ne la trouveront pas. Les populations ne sont pas mises en coupe réglée par le *minimum*, mais par la *matraque*, par l'application directe d'une brutalité permanente, définitoire de l'espace colonial. C'est dans cette situation que le lumpenprolétariat, résolument contrerévolutionnaire dans la représentation de Marx, se change au contraire, pour Fanon, en « fer de lance urbain » révolutionnaire de l'insurrection.

Ce sont les figures qui hantent Paris en 1968, qui hantent Saint-Ouen. Ni les ouvriers de Wonder (et de dix mille autres usines), ni les étudiants de la Sorbonne (et de dix mille autres établissements scolaires) ne composent le lumpen qu'imagine Fanon, mais les deux pointent dans cette direction. Les étudiants, et nous pouvons être sûrs qu'ils sont rejoints au cours des échauffourées nocturnes par une légion de non-étudiants, sont peut-être seulement coincés temporairement dans la sphère de la circulation, même s'il est vrai que leurs diplômes vont, avec le temps, cesser de fonctionner comme des sésames pour le salariat. Sans doute que les spectres des massacres des manifestants du FLN orchestrés par Papon et des meurtres de Charonne en 1962 flottent dans l'air. Sans doute que les nuits de 1968 ont un avant-goût des émeutes à venir. Néanmoins, les étudiants sont davantage une allégorie du lumpen que des représentants de celui-ci. Fort bien. Les allégories sont des avertissements.

Au même moment, nous nous trouvons au bord du gouffre dans lequel le mouvement ouvrier historique va être précipité. Nous sommes aussi au pied d'une ascension, moins raide mais non moins importante, celle de l'exclusion du salaire formel dans les centres postindustriels. Dès lors, l'écart entre classe ouvrière et prolétariat s'élargit. Ce qui est à l'origine de la distinction entre ces deux ensembles est ce qui détermine le lumpen, ceux qui font face à la condition chronique d'appartenir à une population superflue — c'est-à-dire superflue pour les besoins du capital. Ceux pour qui le marché du travail, le retour à l'usine, à l'immeuble de bureau ou à

la manufacture ne se présente plus comme solution à leur misère. Le lumpen, ou ceux à qui l'usine dit *NON*.

Le film est une vision presciente de ce développement. Et développement est le mot précis. Il désigne, entre autres, même dans la formule rebattue « développement inégal et combiné », une productivité croissante et une force de travail déclinante ; le développement des forces productives est le développement des populations surnuméraires. Là où se trouve l'ouvrier, se trouvera le lumpen. Ce développement commence à peine en 1968. Il est déjà en marche, s'insinuant dans le paysage de façon inégale. On pourrait dire que le *NON* de la femme est l'intrusion de la politique lumpen dans le pré carré de l'ouvrier blanc, la classe ouvrière nationale sentimentalisée évoquée plus tôt. Elle sait, hasardons-nous à le croire, que le *NON* va venir et arrive là le premier. Et pourtant, elle n'est pas, dans cet instant et par ce mot, une figure de « pur refus », comme le formule Ross. Ou : elle l'est, elle l'est absolument. Mais elle se tient au croisement d'un double processus historique vaste et complexe ; il la traverse, elle en est, pour un instant, la porteuse. Nous avons déjà mentionné le « problème du prolétariat » ; c'est la langue de Césaire, bien qu'il semble référer à la classe ouvrière traditionnelle. Le passage complet, tiré de son *Discours sur le colonialisme*, nous permet de saisir toute sa pensée :

Le fait est que la civilisation dite « européenne », la civilisation « occidentale », telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois, est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : le problème du prolétariat et le problème colonial<sup>2</sup>...

Deux problèmes différents, même s'ils ont une histoire commune. Deux modes différents de discipline. Deux démographies différentes. Le sujet colonial est marqué comme non-blanc, marqué idéologiquement comme n'étant pas proprement britannique, scandinave, américain, français. C'est un système de codification

<sup>2</sup> A. Césaire, *Discours sur le colonialisme* (1950), Paris, Présence africaine, 2004, p. 7.

sociale dont est saturé le discours du court métrage. Les ouvriers sont couverts de goudron et de produits chimiques: on apprend qu'ils en sont colorés, qu'il n'y a pas d'eau chaude pour les faire partir. « Hein, rentrez-y, vous. Allez voir, quel bordel que c'est. On est dégueulasses jusqu'à là. On est toutes noires. »

On ne l'est pas, bien sûr. Il y a peu à gagner à nier les différences entre les multitudes de dominés, tout comme il y a peu à gagner à essentialiser ces différences. Il est cependant important de demeurer dans ce moment autant que possible, de percevoir l'ensemble des questions, des problèmes, des possibilités qu'il recèle. Vu d'ici, l'histoire de Mai 68 est l'histoire des deux problèmes de Césaire, deux problèmes avec des trajectoires différentes, qui se croisent dans ce passage et commencent à diverger, s'éloignant de mai-juin, vers un futur dans lequel l'émeute apparaît de plus en plus alors que la grève commence à s'estomper, dans lequel le salaire de la classe ouvrière ne peut plus maintenir la structure sociale en place, dans lequel cette structure doit être toujours davantage disciplinée, toujours davantage imposée directement par la force. Où même dans la *cosmopolis* le problème du prolétariat ressemble de plus en plus au problème colonial. Pas étonnant que les pérégrinations du général de Gaulle aient culminé non avec Chirac et Seguy à la rue de Grenelle, mais avec Jacques Massu à Baden-Baden. Non pas avec les spécialistes de la gestion de la classe ouvrière, mais avec le spécialiste de la racaille.

On traduit souvent racaille par *scum*<sup>3</sup> en anglais. C'est aussi ainsi que le lumpenprolétariat est décrit dans *Le Manifeste communiste*, « the social *scum*, that passively rotting mass thrown off by the lowest layers of the old society<sup>4</sup> ». Le mot de racaille a parfois servi de traduction pour lumpenprolétariat en français, en particulier dans la préface bilieuse de 1870 ajoutée par Engels à son texte de

<sup>3</sup> Qui partage l'origine du mot français *écume*, la partie mousseuse supérieure d'un liquide *très agité*, souvent équivalent de « pourriture » ou de « lie » [NDT].

<sup>4</sup> La traduction française est: « La pègre prolétarienne, ces basses couches de l'ancienne société qui se putréfient sur place. » (K. Marx, F. Engels, *Le Manifeste communiste* (1848) in *Œuvres*, t. I: *Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1963, p. 172) [NDT].

1850, *Der deutsche Bauernkrieg*<sup>5</sup>. Le marxisme européen du XIX<sup>e</sup> siècle faisait peu de cas des possibilités politiques du lumpenprolétariat; le marxisme des colonies du XX<sup>e</sup> siècle, bien davantage. Ce n'est pas qu'une faction ait raison et l'autre non. Ce n'est pas ainsi que procède cette analyse historique. On peut au contraire délimiter dans le temps un certain nombre de transformations, à la fois dans la composition de classe et dans l'organisation mondiale d'un ordre capitaliste racialisé, qui nous obligent à une lecture nuancée du potentiel de lutte du lumpen. Il est possible que Marx et Engels aient raison à leur époque et Fanon durant la sienne — et que ces transformations se poursuivent.

S'il y a un fil qui mène de la casbah à Saint-Ouen, il se prolonge jusqu'à Clichy-sous-Bois, jusqu'aux morts de Zyed Benna et Bouna Traoré fuyant les flics de banlieue, ces Massus au petit pied. Nous pouvons peut-être commencer à répondre à la question, comprendre ce qui résonne depuis la Seine-Saint-Denis à dix mille banlieues en 2005. Certainement, elle vibrent à l'unisson, respirent à l'unisson — c'est tout ce que signifie *inspiration* — parce qu'elles partagent la même structure d'exclusion. La loi française sur l'immigration et l'intégration ne saurait davantage décréter un retour à la croissance économique que ne pourrait le faire tout autre suite de mots sur le papier. Le fantasme national d'une classe moyenne immigrée, assimilée, absorbée, s'éloigne de la réalité des réfugiés économiques et politiques chassés de la ville et poussés dans les économies informelles de la circulation suivant la logique cruelle de la race et du capital. D'où la forme actuelle et récurrente de « l'émeute de banlieue », la forme de lutte immédiatement accessible aux classes remisées dans les zones d'exclusion qui encerclent les métropoles, grandissant année après année. C'est en ce sens que 2005 illumine 1968. Cela est vrai au niveau le plus littéral. On se doit d'insister sur une fiction plus véridique que le plus véridique des faits. Disons que la première illumination de Clichy-sous-Bois fut une Renault 5 Supercinq flambante, un exemplaire bien particulier, le dernier véhicule à sortir des chaînes de l'usine de l'Île Seguin.

<sup>5</sup> Cf. F. Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), Paris, Éd. Sociales, 1997.

L'usine automobile, la plus grande d'Europe en 1968 et la plus grande à être en grève, couvrait toute l'île, une sorte de conte de fées industriel. L'âge d'or, avant la chute. Elle a fermé ses portes en 1992. Les choses surviennent plus ou moins au bon moment. Pendant plus de dix ans, elle est demeurée ainsi, île-usine fantôme, silencieuse et maussade, avant d'être finalement démolie en 2005, l'année des voitures brûlées. Tout brûle.

## INTRODUCTION : UNE THÉORIE DE L'ÉMEUTE

Des émeutes sont à venir, elles sont déjà là, d'autres sont en route, personne n'en doute. Elles méritent une théorie appropriée.

Une théorie de l'émeute est une théorie de la crise. Cela est vrai à un niveau local et vernaculaire, aux moments de verre brisé et de flammes, au cours desquels l'émeute est censée être l'irruption d'une situation désespérée, la paupérisation parvenue à sa limite, la crise d'une communauté ou d'une ville donnée, pour quelques heures ou quelques jours. On peut cependant comprendre l'émeute dans son sens intrinsèque et structurel uniquement si, pour paraphraser Frantz Fanon, on est à même de découvrir le mouvement historique qui lui confère forme et substance. Il nous faut alors approfondir, voir là où les circonstances amalgamées de l'émeute sont indissociables de la crise capitaliste, systémique et actuelle. De plus, l'émeute en tant que forme spécifique de lutte fait ressortir la nature de la crise, la rend à nouveau pensable, et offre une perspective à partir de laquelle on peut envisager son déroulement.

Le premier rapport qu'entretiennent crise et émeute est celui de surplus. Cela paraît d'emblée paradoxal, puisque crise comme émeute sont généralement censées provenir de la pénurie, du manque, de la privation. En même temps, l'émeute est elle-même expérience d'un excès. Excès de danger, d'information, d'équipement militaire. Excès d'émotion. De fait, les émeutes furent autrefois appelées des « émotions » et en portent la trace étymologique. L'excédent crucial dans le moment de l'émeute est simplement celui de ses participants, de la population. Le moment où les partisans de l'émeute débordent la capacité policière à maintenir l'ordre, quand les flics battent pour la première fois en retraite, est le moment où l'émeute trouve sa plénitude, échappe à la sinistre continuité de